

Les crédits

autres jeunes Canadiens. Il y a des jeunes gens habiles, compétitifs, dynamiques et intelligents partout au Canada.

Le député dit que les jeunes du Québec sont vulnérables et impressionnables et qu'ils ne s'engageront pas en toute connaissance de cause dans une sorte de programme comme le Service jeunesse. Je ne suis pas d'accord. Je leur accorde plus de mérites que cela. Les jeunes Québécois sont très intelligents et ils décideront s'il s'agit d'un bon programme ou non. Nous n'avons pas le droit de laisser entendre qu'ils ne sont pas assez intelligents pour cela.

[Français]

M. Rocheleau: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. Je pense qu'il ne faut pas se demander si notre jeunesse est intelligente ou pas, je pense que c'est un acquis avec toutes les performances qu'a pu réaliser encore récemment la jeunesse québécoise sur le plan international aux Olympiques. On a vu combien notre jeunesse pouvait être compétente et intelligente.

Ce à quoi j'en veux, et il s'agit là d'expérience passée sur le plan collectif, c'est quand on sait tous les gestes qu'a pu poser le gouvernement fédéral dans le passé face à l'interrogation que se posent les Québécois face à leur destin. On a su combien le fédéral pouvait s'impliquer. On a su des Katimavik avec le sénateur Jacques Hébert à l'époque, tout ce qu'on peut faire pour essayer de donner un sentiment d'appartenance à notre jeunesse dans ce Canada d'aujourd'hui et de demain pour certains.

On sait surtout ce que le gouvernement fédéral a pu réaliser comme tentative d'intervention lors de la campagne référendaire de 1980, quand on sait, avec le Conseil sur l'unité canadienne où on évalue l'intervention du fédéral, alors qu'il y avait une loi québécoise qui prévoyait que le clan du non et le clan du oui pouvaient chacun dépenser deux millions. On évalue que l'intervention du fédéral lors du référendum de 1980 va entre 15 et 20 millions de dollars. C'est à ce genre d'opération que nous sommes en droit de penser quand on voit le gouvernement, comme par hasard, nous arriver avec une initiative semblable qui s'appelle Jeunesse Canada et où l'on parle de la meilleure compréhension du Canada.

• (1315)

J'emploie les mots utilisés par votre collègue, le député de Lachine—Lac—Saint—Louis. Il parlait d'une meilleure compréhension du Canada en nous dévoilant les quatre grands projets, les quatre grands volets. Je pense qu'en toute honnêteté intellectuelle, on peut faire un procès d'intention à ce gouvernement, à l'institution du gouvernement fédéral, face au destin et à sa tentative de faire en sorte que le Québec demeure dans la Confédération. Comme on dit au Québec, cela coûtera 1 000 ou 2 000, monsieur le Président, cela ne les a jamais dérangés.

M. Peter Adams (Peterborough): Monsieur le Président, je remercie le député de Trois-Rivières pour son discours.

[Traduction]

Le député a parlé du vrai problème. Je crois personnellement que pour régler l'un des vrais problèmes, il faut simplement relancer l'économie, ce qui aidera tous les Canadiens et en particulier les jeunes dont parle le député.

Je sais que le député a écouté ce qu'a dit la secrétaire parlementaire au sujet d'un aspect du budget, soit le programme d'infrastructure. Elle a parlé des emplois qui seront créés et, comme le sait le député, elle a souligné la valeur qu'auront pour notre économie nos infrastructures améliorées.

Il y a un aspect de la relance économique sur lequel elle n'a pas beaucoup insisté, soit le fait que, par l'entremise du programme d'infrastructure qui vise la circonscription de Trois-Rivières aussi bien que celle de Peterborough, des capitaux sont déjà débloqués.

J'ai une question au sujet de la circonscription de Trois-Rivières. Dans la mienne, un groupe d'aînés a déjà recueilli beaucoup d'argent, des centaines de milliers de dollars, pour un nouvel immeuble, et le projet pourra être mis en oeuvre plus tôt que prévu. Je crois que cet apport de capitaux aidera à stimuler l'économie.

Un groupe d'artistes a aussi fait de même. Même s'il n'a pas amassé des sommes aussi importantes, celles-ci seront injectées dans l'économie grâce au programme d'infrastructure.

Par ailleurs, dans le secteur public, l'un des cantons de ma circonscription perçoit des «dump fees». J'ignore l'expression française.

La localité reçoit une indemnisation pour l'inconvénient d'avoir une décharge sur son territoire. Elle a accumulé cet argent et va en faire un usage utile pour réaliser des projets locaux qui créeront des emplois et utiliseront des matières premières de l'endroit, comme du sable, du gravier, etc.

Tous ces projets démarreront. Dans ma circonscription, il y a des dizaines de projets de construction dans 17 ou 18 municipalités, à la ville, dans le comté, à l'université, au collège. Tous ces projets vont se mettre en marche au dégel. Des salaires seront versés, puis dépensés. Cet argent va tourner et entraîner l'économie. La même chose va se produire dans tout le pays.

S'il y a des dizaines de projets à Peterborough, j'ignore s'il y en a autant dans la région de Trois-Rivières, mais des centaines sinon des milliers de projets vont se réaliser, et nous espérons qu'ils stimuleront l'économie et aideront les jeunes et tout le reste de la population.

Le député voudrait-il commenter mes réflexions? Que se passera-t-il à Trois-Rivières, selon lui, une fois tous ces projets démarrés?

[Français]

M. Rocheleau: Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question. Nous, du Bloc québécois, ne sommes pas contre le programme d'infrastructure. Nous sommes contre le fait que cela semble être la solution, la mesure qu'a trouvée le